

PRÉFET DE L'ARDÈCHE

Direction départementale
des territoires

Service environnement

Pôle eau

COPIE

ARRETE PREFECTORAL

N° 2010 - 181 - 3 -

au titre de l'article L 214-3

du code de l'environnement concernant la

demande de réhabilitation d'un ancien site de baignade sur la rivière "Eyrieux"

COMMUNE DE LE CHEYLARD

Dossier n° 07-2008-00141

REÇU LE :
- 9 JUL. 2010
MAIRIE DU CHEYLARD

Le préfet de l'Ardèche,

VU le code de l'environnement;

VU le code de l'expropriation et notamment les articles R 11-14-1 à R 11-14-15;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) ;

VU le dossier de demande d'autorisation complet et régulier déposé au titre de l'article L 214-3 du code de l'environnement reçu le 21 avril 2009 présenté par la commune de Le Cheylard représentée par M. Jacques CHABAL, maire, enregistré sous le n° 07-2008-00141 et relatif à la réhabilitation d'un ancien site de baignade sur la rivière l'Eyrieux ;

VU l'enquête publique réglementaire qui s'est déroulée du 08/02/2010 au 22/02/2010 ;

VU l'arrêté de prorogation de délai en date du

VU le rapport rédigé par le service police de l'eau en date du 26/04/2010 ;

VU l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques lors de sa séance en date du 27/05/2010;

VU le projet d'arrêté adressé à M. Jacques CHABAL, maire de la commune de Le Cheylard en date du 01/06/2010 ;

CONSIDERANT

Que le pétitionnaire n'a pas émis d'avis dans le délai de 15 jours qui lui est réglementairement imparti sur le projet d'arrêté d'autorisation qui lui a été transmis ;

CONSIDERANT

Que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau ;

CONSIDERANT

L'existence d'un seuil et l'exploitation d'une baignade déjà réalisée sur ce site ;

CONSIDERANT

Que certaines prescriptions sont précisées ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de l'ARDECHE ;

ARRETE

I / OBJET DE L'AUTORISATION

Article 1^{er} : Objet de l'autorisation

La commune Le Cheylard représentée par M. Jacques CHABAL, maire est autorisée en application de l'article L 214-3 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, à réaliser l'opération suivante : réhabiliter et exploiter une baignade sur la rivière "Eyrieux".

Les rubriques concernées de l'article R 214.1 du code de l'environnement sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime
3.1.1.0	Installations, ouvrages, remblais et épis, dans le lit mineur d'un cours d'eau, constituant : 1° un obstacle à l'écoulement des crues (A) 2° un obstacle à la continuité écologique a) entraînant une différence de niveau supérieure ou égale à 50 cm, pour le débit moyen annuel de la ligne d'eau entre l'amont et l'aval de l'ouvrage ou de l'installation (A) b) entraînant une différence de niveau supérieure à 20 cm mais inférieure à 50 cm, pour le débit moyen annuel de la ligne d'eau entre l'amont et l'aval de l'ouvrage ou de l'installation (D) Au sens de la présente rubrique, la continuité écologique des cours d'eau se définit par la libre circulation des espèces biologiques et par le bon déroulement du transport naturel des sédiments.	Autorisation
3.1.2.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau: 1° Sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m (A) 2° Sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100 m (D)	Autorisation
3.1.5.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens : 1° Destruction de plus de 200 m ² de frayères (A), 2° Dans les autres cas (D)	Autorisation
3.2.1.0	Entretien de cours d'eau ou de canaux, à l'exclusion de l'entretien visé à l'article L.215-14 du code de l'environnement réalisé par le propriétaire riverain, du maintien et du rétablissement des caractéristiques des chenaux de navigation, des dragages visés au 4.1.3.0 et de l'entretien des ouvrages visés à la 2.1.5.0, le volume des sédiments extraits étant au cours d'une année: 1° Supérieur à 2000 m ³ (A) 2° Inférieur ou égal à 2000 m ³ dont la teneur des sédiments extraits est supérieure ou égale au niveau de référence S1 (A) 3° Inférieur ou égal à 2000 m ³ dont la teneur des sédiments extraits est inférieure au niveau de référence S1 (D) L'autorisation est valable pour une durée qui ne peut être supérieure à 10 ans. L'autorisation prend également en compte les éventuels sous produits et leur devenir.	Autorisation
3.2.3.0	Plans d'eau, permanents ou non : 1° Dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha (A) 2° Dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha (D)	Déclaration
3.2.5.0	Barrages de retenue et digues de canaux: 1° de classes A,B ou C (A) 2° de classe D (D)	Déclaration

Article 2 : Travaux à réaliser et caractéristiques des ouvrages

Les travaux à réaliser sont les suivants :

- démolition de la partie centrale de la digue existante et remplacement par un ouvrage neuf comportant 2 ouvertures batardées juxtaposées de 2,4 m de largeur chacune pour une hauteur de 2,80 m
- mise en place d'une vidange de fond constituée d'un cadre béton de 1 m sur 1 m obstrué par une vanne martelière, permettant de garantir le débit réservé lors du remplissage de la retenue
- reconstruction à l'identique du déversoir de rive droite, qui assurera la surverse du plan d'eau en période estivale

- travaux de confortement des parements aval et amont
- mise en place d'une passerelle en bois permettant le franchissement des ouvertures batardées et du déversoir en rive droite
- nettoyage et aménagement de la plateforme existante à l'aval du seuil, en rive gauche, en vue de réaliser une aire de stationnement

Enfin, les matériaux accumulés en amont du seuil, d'un volume estimé à 5 000 m³, seront évacués et mis en remblais dans le lit majeur en aval du camping afin de recouvrir la Renouée du Japon avec les seuls matériaux dont la granulométrie excède 4 mm.

L'ouvrage à exploiter a les caractéristiques suivantes :

- longueur du seuil : 66 mètres
- hauteur du seuil : 2,80 mètres
- largeur d'ouverture : 4,80 mètres
- longueur du plan d'eau : 280 mètres
- largeur du plan d'eau : 45 mètres
- superficie : 12 500 mètres carrés
- volume : 20 000 mètres cubes

II / PRESCRIPTIONS

Article 3 : sécurité publique – sécurité

La commune est tenue de signaler au public les dangers afférents au barrage. Il est en outre tenu de respecter la réglementation en vigueur en matière de sécurité publique et de salubrité notamment :

- existence d'un poste téléphonique
- mise en place d'une bouée de sauvetage placée en évidence
- présence d'un surveillant de baignade
- existence d'un poste de secours.

La commune est tenue de déposer une déclaration de baignade aménagée auprès de l'A.R.S. (Agence Régionale de Santé).

L'ouvrage est de classe D au sens du décret du 11 décembre 2007. La commune est donc tenue au titre de la sécurité des ouvrages hydrauliques de tenir à jour un dossier contenant :

- tous les éléments relatifs aux caractéristiques du barrage
- une description de l'organisation mise en place et les consignes écrites pour assurer l'exploitation et la surveillance de l'ouvrage en toutes circonstances même en cas de crues
- les travaux réalisés sur le barrage
- les événements, évolutions du barrage mettant en cause la sécurité des biens et des personnes seront également déclarés au préfet.

Une visite technique approfondie sera réalisée au moins tous les 10 ans.

Article 4 : mesures compensatoires

Le débit réservé de 720l/s sera laissé en permanence à la rivière par l'ouvrage de régulation implanté dans le nouvel ouvrage.

La mise en eau du barrage sera réalisée avant le 15 juin de chaque année avec remplissage progressif du plan d'eau sur plusieurs jours. Le débit retenu sera limité à 50% du débit entrant.

La vidange du plan d'eau, au plus tard au 15 septembre, se fera aussi de façon progressive sur

plusieurs jours.

Le service police de l'eau de la direction départementale des territoires et l'office national de l'eau et des milieux aquatiques seront obligatoirement prévenus des dates exactes de la réalisation du barrage, et chaque année de la mise en eau et de la vidange du plan d'eau en fin de saison touristique.

Avant la réalisation des travaux, une pêche électrique de sauvegarde, à la charge du permissionnaire, sera réalisée à l'amont et à l'aval des travaux projetés. Le délai entre cette pêche de sauvegarde et le début d'exécution des travaux devra être aussi bref que possible. La fédération de pêche de l'Ardèche (04 75 66 38 80) devra être avertie 10 jours avant le début des travaux afin de permettre l'organisation de cette pêche de sauvegarde dans les meilleures conditions possibles.

Enfin un compte-rendu hebdomadaire de chantier sera adressé à l'ONEMA et à la DDT(police de l'eau).

Article 5 : durée de l'autorisation

La présente autorisation est donnée pour une durée de 10 ans à compter de la date de signature de l'arrêté préfectoral.

La demande de renouvellement de cette autorisation devra être présentée conformément aux articles R 214-20, R 214-21 et R 214-22 du code de l'environnement.

III / DISPOSITIONS GENERALES

Article 6 : Conformité au dossier et modifications

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets de la présente autorisation, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier de demande d'autorisation sans préjudice des dispositions de la présente autorisation.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être porté, **avant sa réalisation** à la connaissance du préfet, conformément aux dispositions de l'article R214-18 du code de l'environnement.

Article 7 : Caractère de l'autorisation

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'état exerçant ses pouvoirs de police.

Faute pour le permissionnaire de se conformer dans le délai fixé aux dispositions prescrites, l'administration pourra prononcer la déchéance de la présente autorisation et, prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître aux frais du permissionnaire tout dommage provenant de son fait, ou pour prévenir ces dommages dans l'intérêt de l'environnement de la sécurité et de la santé publique, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux contraventions au code de l'environnement.

Il en sera de même dans le cas où, après s'être conformé aux mesures prescrites, le permissionnaire changerait ensuite l'état des lieux fixé par cette présente autorisation, sans y être préalablement autorisé, ou s'il ne maintenait pas constamment les installations en état normal de bon fonctionnement.

Article 8 : Déclaration des incidents ou accidents

Le permissionnaire est tenu de déclarer, dès qu'il en a connaissance, au préfet les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le maître d'ouvrage devra prendre ou faire prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le permissionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

Article 9 : Remise en état des lieux

Si à l'échéance de la présente autorisation, le pétitionnaire décide de ne pas en demander le renouvellement, le préfet peut faire établir un projet de remise en état des lieux total ou partiel accompagné des éléments de nature à justifier celui-ci.

Article 10 : Accès aux installations

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente autorisation, dans les conditions fixées par le code de l'environnement. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

Article 11 : Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 12 : Autres réglementations

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le permissionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 13 : Publication et information des tiers

Un avis au public faisant connaître les termes de la présente autorisation sera publié à la diligence des services de la préfecture de l'Ardèche, et aux frais du demandeur, en caractères apparents, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département de l'Ardèche.

Une ampliation de la présente autorisation sera transmise pour information au conseil municipal de la commune du CHEYLARD.

Un extrait de la présente autorisation énumérant notamment les motifs qui ont fondé la décision ainsi que les principales prescriptions auxquelles cette autorisation est soumise sera affiché dans la mairie du CHEYLARD pendant une durée minimale d'un mois.

Un exemplaire du dossier de demande de renouvellement d'autorisation sera mis à la disposition du public pour information à la préfecture de l'Ardèche, ainsi qu'à la mairie de la commune du CHEYLARD.

La présente autorisation sera à disposition du public sur le site Internet de la préfecture de l'Ardèche pendant une durée d'au moins 1 an.

Article 14 : Voies et délais de recours

La présente autorisation est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent à compter de sa publication au recueil des actes administratifs par le pétitionnaire dans un délai de deux mois suivant sa notification et par les tiers dans un délai de quatre ans suivant sa notification dans les conditions de l'article L514-6 du code de l'environnement.

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R421-2 du code de justice administrative.

Article 15 : Exécution

La secrétaire générale de la préfecture de l'Ardèche,
Le directeur départemental des territoires de l'Ardèche,
Le directeur de l'Agence Régionale de Santé,
Le chef du service départemental de l'Ardèche de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques,
Le maire de la commune du CHEYLARD,
Le commandant du groupement de la gendarmerie de l'Ardèche,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Ardèche, et dont une ampliation sera tenue à la disposition du public dans chaque mairie intéressée.

A PRIVAS, le 30 JUN 2010

Le Préfet de l'Ardèche,

Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale.

Marie-Blanche BERNARD